

N'ap pale!

Le Journal du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement
GAFE



Janvier 2020

Numéro 30



Le mot du Président...

Sommaire...

Coordination Alternatiba Haïti

2

Pour un (r)éveil citoyen en Haïti

4

Renforcer la participation des femmes à la vie publique et politique au niveau territorial en Haïti

8

Rôles et responsabilités des ASEC face au changement climatique

10

Militance écologique pour le renforcement de la capacité des jeunes de Saint-Michel de l'Attalaye

11

Environnement et droits humains en Haïti : quel destin ?

12

Le GAFE en bref...

15

2019 s'efface, 2020 s'affiche. Je ne m'éterniserai pas sur les mois passés, aussi difficiles et incertains qu'ils aient été. Ma conviction est qu'on ne peut plus se permettre de faire du surplace, on ne peut plus piétiner. Il faut que cela bouge!

Avec la mobilisation mondiale à laquelle on assiste, j'ai envie de sentir un vent d'espoir souffler sur Haïti, même s'il reste fragile si les citoyen-nes mobilisé-es et déterminé-es relâchent la pression.

Le pays sera toujours verrouillé (*peyi lòk*) tout autant que la bonne décision n'est pas prise; à savoir qu'il n'est plus question de changer le système mais plutôt de le détruire, mettre à mal un capitalisme débridé qui déshumanise la société et sacrifie l'environnement.

Il est temps de proposer un nouveau modèle politique, économique et social afin que tout le monde vive mieux, ensemble, dans un environnement

sain, en relocalisant au plus près des territoires les outils de production, les services et les richesses.

En cette fin d'année 2019, le GAFE a été mobilisé plus que jamais, présent sur tous les fronts, dans les dix départements d'Haïti et ailleurs en Europe. C'est au cœur de la tourmente que l'engagement s'exprime par des actions concrètes.

A vous d'en juger en lisant ce trentième (!) numéro qui couvre la quinzième année de parution de *N'Ap Pale!*

2020, tous les militant-es du mouvement national citoyen pour le climat, Alternatiba Haïti, les partenaires et sympathisant-es du GAFE sont mobilisé-es pour travailler autour du Pacte pour la Transition, pour continuer à mobiliser les citoyen-nes sur une nouvelle forme de gouvernance au niveau des territoires, et (r)éveiller la conscience citoyenne pour ne pas laisser notre avenir entre les mains de dirigeants corrompu-es, indignes et de leurs complices

(comprenez celles et ceux qui ne se positionnent pas, qui ne dénoncent pas).

Il me reste à vous dire qu'en 2020 la bataille ne sera pas facile mais la victoire reviendra aux citoyen-nes qui s'engagent et qui acceptent de prendre les risques qu'exige le basculement politique, économique, social et environnemental.

Je formule le vœu que 2020 voit émerger une nouvelle génération de leader-es, intègres et honnêtes, loin des profils auxquels nous sommes trop habitués et dont nous ne voulons plus.

Avant de conclure, je tiens à remercier l'équipe de rédaction de notre journal interne dirigée par Virginie Pochon qui ne compte pas ses efforts pour produire chaque semestre un nouveau numéro qui dresse un bilan des activités et ouvre les perspectives pour le GAFE.

David Tilus, ing.
Président du GAFE

Coordination Alternatiba Haïti

Les 06 et 07 septembre 2019, au coeur de la tourmente socio-politique, 60 représentant-es de 25 groupes locaux se sont réunis pour l'évaluation de la journée de mobilisation du 10 juillet 2019 contre le styrofoam en Haïti. Les militant-es Alternatiba Haïti ont posé pour manifester leur solidarité avec les 14 citoyen-nes en procès en France qui ont décroché le portrait d'Emmanuel Macron dans des mairies françaises pour dénoncer l'inaction de l'Etat face à l'urgence climatique.



Du 14 au 16 novembre 2019, 57 représentant-es des groupes locaux se sont à nouveau réunis pour programmer les activités 2020 et suivre une formation sur les enjeux du développement local, la stratégie des acteurs, l'analyse de conjoncture et formation de l'opinion publique.





La dynamique citoyenne Alternatiba pour le climat en Haïti rajeunit et se féminise!



Des temps de formation pour renforcer le mouvement

ALTERNATIBA



Pour un (r)éveil citoyen en Haïti

La politique haïtienne traverse une crise de légitimité et d'efficacité (corruption, impunité), dont l'abstentionnisme et la défiance des citoyen-nés vis-à-vis des décideurs publics sont les symptômes les plus manifestes.

Depuis 18 mois mais plus intensément depuis le mois de septembre 2019, Haïti vit des heures sombres. Le pays est bloqué. La vie économique est au point mort. Le ravitaillement se fait au compte-gouttes (eau potable, gaz propane, carburants, vivres alimentaires...). Les écoles de la métropole sont fermées. Les hôpitaux sont en manque de personnel et de matériels...

La crise économique a tourné à la crise politique et s'enlise dans une crise sociale sans précédent. Pendant que les forces politiques en présence s'opposent dans un bras de fer infernal, les citoyen-nés et la société civile structurée revendiquent le rôle légitime qu'ils ont à jouer dans cette situation. Ils expriment un réel besoin de s'exprimer et d'être force de propositions. Pourtant les espaces d'expression manquent. C'est pour combler cette lacune que le GAFE a animé plusieurs débats et ateliers citoyens dans plusieurs départements, au cœur de la tourmente, à braver les barricades et blocages de tout genre.

Les 24 et 25 octobre 2019, le GAFE a animé les deux premiers débats citoyens à Port-au-Prince. Alors que la population vit dans la peur et reste terrée chez elle, quelques 170 citoyen-nés ont pris le risque de se déplacer pour assister à ces rencontres. Certain-es venaient de Cité-Soleil, d'autres de Kenscoff. Certain-es ont pris des gaz lacrymogène, d'autres sont venus à pieds, d'autres encore ont bravé l'interdiction de la police et les menaces des bandits de rues.

Le premier avait trait à l'engagement citoyen et l'écologie. Le célèbre cinéaste et ami Arnold Antonin était l'invité d'honneur. Il a plaidé pour la nécessité d'un engagement actif non violent des citoyen-nés pour l'environnement. Les échanges ont été riches mais le temps limité !

Le lendemain, soit le 25 octobre, le GAFE animait un débat sur le thème « Décentralisation et écologie ». A la tribune, deux élus locaux : Frantz Azarin, Président de l'association des ASEC de l'Ouest et Polyte Francdor, Président de l'association des ASEC de la Grande-Anse.

Comment la décentralisation peut-elle contribuer à répondre aux enjeux écologiques majeurs qui menacent les territoires haïtiens (perte de la biodiversité, érosion des sols, déforestation, pollutions...)?



Trois débats Citoyens Trois thèmes

- Enjeux écologiques des élections
- Décentralisation et écologie
- Engagement citoyen et transition écologique



SWAT MANTE AK TOUIT SA
KI FET AN FOM-KANSE



Broederlijk Delen

actionaid





Arnold Antonin et David Tilus parlent d'engagement citoyen pour l'environnement en Haïti

Comment intégrer l'écologie dans les politiques publiques locales?

Comment communiquer aux citoyen-nes sur les questions environnementales? Comment les impliquer?

Des questions fondamentales en ces temps de questionnement d'un modèle politique dépassé.



Frantz Azarin, Président de l'Association des ASEC de l'Ouest et David Tilus animent le débat sur la décentralisation et l'écologie

Les débats citoyens confirment que la parole citoyenne doit être libérée et canalisée. Des espaces de dialogue doivent être créés. Il est temps que les citoyen-nes se mobilisent, qu'ils questionnent le sens de leur vote, qu'ils imaginent la place de l'écologie dans les programmes électoraux, la place des citoyen-nes dans la gestion des territoires.

Deux ateliers citoyens ont eu lieu dans le département du Nord-Est; le 19 décembre 2019 à Ouanaminthe avec le Service Jésuite aux Migrants et le 20 décembre 2019 à Carice avec le Centre pour la Cultu-

POUR UN PACTE SOCIAL EN HAÏTI

Par le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement

Septembre 2019, Haïti. C'est la fin d'un cycle politique, celui de la voyoucratie, de la corruption, de l'impunité, des bandits légaux, de la ploutocratie. C'est la fin du règne de la médiocrité et de l'indécence. C'est la fin d'un système archaïque.

Le peuple haïtien est à un carrefour décisif de son Histoire. Il lui revient maintenant à lui et à lui seul d'écrire les chapitres d'un Pacte Social. Un Pacte Social qui garantit à tous les enfants une éducation de qualité et non pas seulement le droit d'aller à l'école. Un Pacte Social pour que chaque Haïtienne, chaque Haïtien vive dans la dignité. Un Pacte Social pour que la force de travail et de production soit reconnue. Un Pacte Social pour que les richesses soient équitablement réparties. Un Pacte Social qui assure une place égale aux femmes dans les prises de décision. Un Pacte Social pour l'émancipation des territoires. Un Pacte Social qui prend en compte les enjeux et défis auxquels Haïti sera confrontée à moyen et long termes. Un Pacte Social qui pose les fondements fondamentaux à la construction d'une Nation haïtienne sans distinction de couleur, de rang social ou économique, de religion.

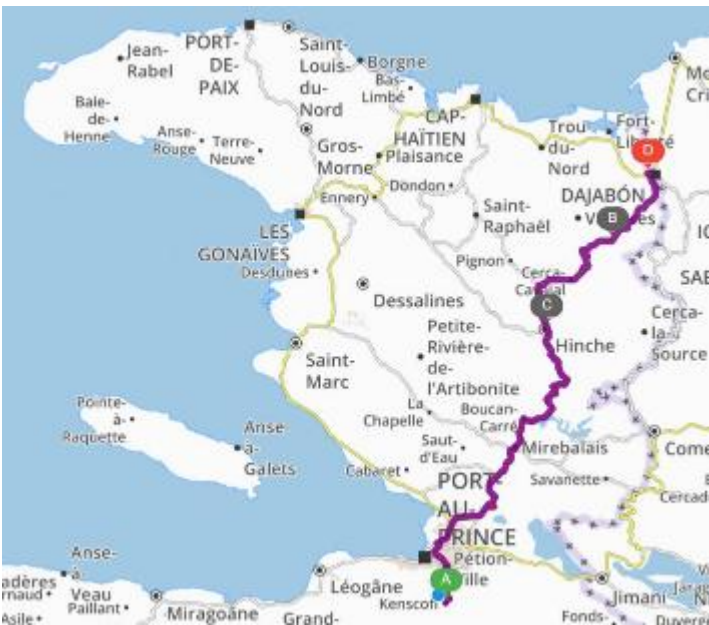
Cependant, la vigilance est de mise. Les forces obscures sont puissantes. Haïti a manqué plusieurs rendez-vous historiques : du départ de Jean-Claude Duvalier en 1986 aux élections de 1990 en passant par 2010, et le terrible tremblement de terre, qui aurait dû voir Haïti sur les rails de la décentralisation.

Haïtiennes, Haïtiens, saisissons la chance qui nous est offerte d'inventer un nouveau modèle politique et social pour qu'enfin nous vivions dans la paix, la justice et l'égalité.



Un dernier débat a eu lieu à Verrettes, le 11 novembre 2019 dans le fief d'Octama Jean-Philippe, farouche militante Alternatiba dans l'Artibonite.

re et le Développement de Carice (SKDK) et un autre dans le département du Centre à Hinche, le 26 décembre 2019 avec l'organisation Justice et Paix (JILAP).



Au cours de ces trois ateliers, 240 responsables d'organisations ont émis leurs propositions à destination des futur-es candidat-es aux élections locales. Les mesures ainsi collectées seront synthétisées et alimenteront le Pacte pour la Transition (<https://www.pacte-transition.org/>).

Avec le Pacte pour la Transition, les citoyen-nes peuvent faire en sorte que les candidat-es s'engagent à mettre en oeuvre sur leurs territoires des mesures concrètes et ambitieuses pour le climat dans les champs suivants:

1. Climat et biodiversité
2. Démocratie et citoyenneté
3. Justice sociale et solidarité

4. Administration publique
5. Economie

Au-delà des effets du changement climatique à court terme, c'est bien de résilience des territoires dont il est question à long terme, dans une perspective d'effondrement systémique potentiel. Il est donc essentiel de poursuivre le vaste chantier de (r)éveil citoyen au niveau local.



Plus de 90 responsables d'organisations de base contribuent au Pacte pour la Transition à Ouanaminthe, Nord-Est



Les propositions communes aux trois départements ont trait à la lutte contre la corruption dans l'administration publique, la lutte contre l'impunité, la lutte contre la contrebande et la valorisation de la production locale, l'équité de genres, la solidarité avec les plus vulnérables, la résilience des territoires grâce à la transition écologique...

Ces ateliers citoyens n'auraient pu avoir lieu sans le soutien de l'organisation belge Broederlijk Delen avec laquelle le GAFE a construit un partenariat basé sur de profondes valeurs communes. Le GAFE salue particulièrement l'engagement humain de Pieter Thys, son Représentant en Haïti qui est de tous les combats pour la construction d'une société plus juste et plus résiliente.





A Carice, ils sont près de 76 à proposer des mesures pour le Pacte



A Hinche, 74 représentant-es d'organisation plangent sur le Pacte pour la Transition

ATELIER CITOYEN

POUR LIBÉRER LA PAROLE CITOYENNE DANS LE NORD-EST ET LE PLATEAU CENTRAL

- ① Quel est le sens du vote ?
- ① Quelle est la place de l'écologie dans les programmes électoraux ?
- ① Quelle est la place des citoyen-nés dans la gestion des territoires ?



Au-delà des effets du changement climatique à court terme, c'est bien de résilience des territoires dont il est question à long terme, dans une perspective d'effondrement systémique potentiel. Il est donc essentiel de poursuivre le vaste chantier de (r)éveil citoyen au niveau local.

Renforcer la participation des femmes à la vie publique et politique au niveau territorial en Haïti

Cette action marque le rapprochement entre le GAFE et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) engagé depuis quelques mois autour de considérations communes comme l'équité de genres.

Entre 2014 et 2015, le GAFE a accompagné des organisations de femmes à Kenscoff pour la promotion des droits des femmes. L'action s'est terminée par une Rencontre Intercommunale sur les droits des femmes les 27 et 28 février 2015. Il en ressortait en conclusion que le chemin politique est plus tortueux pour une femme que pour un homme, et qu'elle doit lutter deux fois plus. Comment gérer sa campagne électorale ? Comment parler ? Comment s'habiller ?

Faut-il qu'une femme se comporte comme un homme ? Comment financer la campagne ? Autant de questions qui sont des obstacles supplémentaires dans l'accès des femmes à la politique. Et pourtant, les femmes en tant que citoyennes, ont le droit de faire de la politique. C'est même un devoir. Et c'est en s'engageant dans la politique, en grand nombre, que les femmes pourront changer la donne. Elles doivent faire entendre leur voix, leurs expériences, leur point de vue, là où les décisions se prennent. En appuyant des lois, en changeant les



mentalités, les femmes permettront que leurs droits humains soient une réalité.

Depuis 2015 le GAFE appuie un réseau d'activistes communautaires, des hommes et des femmes qui militent ensemble pour la promotion des droits des femmes et la citoyenneté. Depuis 2015, le GAFE est également engagé dans le mouvement citoyen Alternatiba pour le climat. Il est un fait avéré que les femmes sont plus vulnérables au changement climatique. Elles ont donc tout intérêt à s'engager pour la transition écologique en Haïti.

L'objectif général était d'inciter 300 femmes des départements de l'Ouest, du Nord-Est, du Nord-Ouest, de l'Artibonite et du Centre à s'exprimer, à dépasser les barrières des conventions sociales qui brident le milieu rural, à s'impliquer



Elles sont jolies, elles sont jeunes, elles sont brillantes, elles sont Haïti

par l'action publique et/ou politique. Au final elles ont été 294 à participer à l'un des 5 fora proposés.

Il s'est dégagé très nettement une fracture générationnelle entre d'une part les plus anciennes, les pionnières du féminisme en Haïti qui basent leur plaidoyer sur la victimisation



A Verrettes (Artibonite), elles étaient 64.

des femmes; d'autre part les plus jeunes, égalitaires et volontaires qui revendiquent que la femme est avant tout un être humain. Elles emploient volontiers des termes modérés comme la recherche de l'équilibre.



Ouanaminthe, Nord-Est

La peur et l'estime de soi sont clairement ressorties comme des contraintes majeures à l'engagement des femmes. Apprendre à dépasser ses craintes et avoir confiance en soi sont des prérequis à tout engagement féminin. Or, une femme peut apprendre à oser par l'engagement justement !



Port-de-Paix, Nord-Ouest



Belladère, Plateau Central

Portrait d'une militante

Véline Charlier, Nou Pap Dòmi

Le premier jour du forum de l'Ouest, Véline Charlier, jeune femme engagée au sein du mouvement citoyen « Nou pap dòmi » est intervenue pour témoigner de son engagement et partager son expérience avec les participantes. Ses chevaux de bataille : la corruption et l'impunité.

A 39 ans, Véline est maman de trois enfants. Elle est la fille de deux militants dont le père a été forcé à l'exil.

En Haïti elle a construit sa zone de confort : un emploi, une famille, un engagement social (alphabétisation). Mais elle estimait que ce n'était pas assez car le problème c'est l'assistanat et elle avait le sentiment de ne poser que des pansements sur des plaies ouvertes.

Elle fait partie d'une génération dépolitisée à cause de la peur et de l'idée que la politique est sale, faite par des pourris et des menteurs.

Véline déplore que la société soit prise en otage. Ce qui n'est pas acceptable réside dans le fait qu'on s'adapte au lieu de dénoncer.

« Le dossier Pétrocaribe illustre la corruption mais la plus grosse corruption c'est quand on veut nous faire croire que nous ne sommes pas des êtres humains. »



Peyi lòk ou pas, l'équipe du GAFE était sur tous les fronts pour rencontrer 294 femmes dans 5 départements

Rôles et responsabilités des ASEC face au changement climatique

A la demande de Frantz Azarin, Président de l'association des ASEC de l'Ouest, rencontré à l'occasion d'un débat citoyen sur la décentralisation et l'écologie, le GAFE a animé un jour de formation pour 2 groupes de 50 ASEC de l'Ouest.

Les thèmes qui ont été abordés tournaient autour des rôles et responsabilités des ASEC face au changement climatique et l'articulation entre le développement local et la décentralisation.

Les formateurs ont utilisé la plaquette produite par le GAFE pour engager les échanges avec les ASEC. Certains d'entre eux estiment qu'ils n'ont pas de moyens pour répondre aux enjeux du changement climatique sur leur territoire, d'autres au contraire répondent que les moyens existent à travers les taxes perçues pour les collectivités territoriales (CFGDCT).

Certains estiment qu'ils n'existent pas, d'autres répondent que c'est faux ; ce sont eux l'autorité sur le territoire ; c'est à eux d'assumer leurs responsabilités.

David Tilus rétorque: « Aucun élu, à aucun niveau (de l'ASEC au Président de la République) ne connaît son rôle. **Haïti n'a pas de problèmes de moyens, Haïti a un problème d'hommes et de femmes incompetent-es.** Dès qu'un élu ne respecte pas les principes, il n'est pas digne d'être un « chef ». Pour faire respecter, il faut respecter d'abord. »



10 et 11 décembre 2019

- **Rôles et responsabilités des ASEC face au changement climatique**
- **Développement local et décentralisation**



Les ASEC traversent des difficultés systémiques qu'ils imputent aux élections indirectes, qui leur retirent le pouvoir au profit des parlementaires et maires. Cependant, même s'ils manquent effectivement de moyens, leur plus gros point faible réside dans leur manque de compétence/formation/connaissances. Ne nous faisons pas d'illusion, la majeure partie d'entre eux sait naviguer en eaux troubles.



Militance écologique pour le renforcement de la capacité des jeunes de Saint-Michel de l'Attalaye dans la protection et la défense de l'environnement

La Plate-Forme des jeunes de Saint-Michel de l'Attalaye a sollicité un appui auprès de Oxfam Haïti pour bénéficier d'une formation du GAFE sur la militance écologique.

La formation, de deux jours, a été réalisée les 13 et 14 décembre 2019 pour 31 jeunes au local SOFA à Saint-Michel.

Elle était très pratique puisque les outils étaient concrets. Les sujets abordés étaient la gestion des déchets et l'engagement citoyen.

L'emphase a été mis sur le « je » et non sur le « nous » pour responsabiliser les participant-es et leur faire prendre conscience de leur pouvoir-agir en tant qu'individus.

Les jeunes ont pu faire le lien entre production de déchets et mode de consommation. Le déchet que je jette n'est pas le

seul dont je suis responsable. Ils ont également pris conscience de la durée de vie de certains déchets dans la nature.



Des jeunes jouent au jeu des 7 familles des déchets...

Enfin ils ont comptabilisé les déchets produits pendant la formation, notamment les sachets et les bidons d'eau qui ont été remplacés le deuxième jour par des gobelets et un gallon.



Décompte des déchets produits pendant la formation



Des jeunes jouent au jeu des 7 familles des déchets...



... pendant que d'autres jouent au jeu de l'oie de la citoyenneté

**Le meilleur déchet est celui qui n'existe pas!
Et un vélo vaut toutes les motociclettes!**





Environnement et droits de l'Homme en Haïti : quel destin ?

Article publié le 10 décembre 2019 dans Le National

Le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE) encourage la gouvernance locale afin que la communauté prenne en charge la gestion de son propre développement de manière locale et durable en Haïti. David Tilus, son président, nous explique pourquoi il a accepté l'invitation de l'Union Européenne (UE) à se rendre en Belgique au 21^{ème} Forum UE – ONG dont la thématique portait sur « Droits de l'homme : Bâtir un futur environnemental équitable ».

Le National : L'Union européenne (UE) vous a invité à participer à Bruxelles au 21^{ème} Forum UE – ONG dont la thématique portait sur « Droits de l'homme : Bâtir un futur environnemental équitable ». De quoi s'agit-il ?

David Tilus : Le Forum est un espace de l'UE pour présenter ses mécanismes, ses outils et ses instruments de protection des défenseurs des droits humains et de l'environnement. L'UE insiste aujourd'hui sur l'importance de l'environnement et du changement climatique dans la définition de ses politiques. Le Forum réunit des militant-es de tous les continents. Il permet aux acteurs de la protection de l'environnement de se rencontrer et de réseauter. Enfin, à travers le Forum, l'UE est à l'écoute des problématiques que rencontrent les militant-es dans leur milieu et leur contexte d'intervention; c'est important pour nous.

LN: *La question du lien entre les droits de l'homme et l'environnement est de plus en plus prégnante dans la réflexion internationale. Plusieurs rapports de l'ONU montrent que la dégradation de l'environnement et le réchauffement climatique peuvent porter atteinte aux droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques fondamentaux. Qu'en est-il en Haïti ?*

David Tilus : Depuis longtemps déjà, les hommes et les femmes tentent de dompter la nature et de l'asservir à leurs fins propres. Aujourd'hui, le réchauffement climatique nous met devant le fait accompli; l'humanité n'est pas en « dehors de la nature », elle en est un élément au même titre que les autres éléments qui la composent, vivants ou non. Tous sont intimement liés.

L'Humanité est à un carrefour de son Histoire, elle a des choix à faire; soit elle opte pour la politique de l'autruche et elle court à la catastrophe, soit elle profite de l'opportunité qui lui est offerte aujourd'hui pour rectifier la trajectoire, à travers notamment des politiques publiques ambitieuses, des stratégies économiques durables et respectueuses de la vie. Le capitalisme, le matérialisme, et j'irai même plus loin en disant que la gouvernance mondiale actuelle, tels qu'ils existent sont à l'agonie. Partout dans le monde des citoyen-nes se révoltent pour revendiquer des droits fondamentaux (droit à la dignité, droit au respect, droit à un environnement sain...). C'est, à mon avis, le crépuscule d'un système basé sur la corruption et l'impunité. Haïti ne fait pas exception. Depuis plus d'un an et demi le peuple se révolte contre un système véreux et corrompu, incarné par son gouvernement actuel. Les financements destinés au mieux-être de la population ont été détournés. Rien ou presque rien n'est fait sur le plan environnemental. Notre pays est comme vous le savez particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique: le dérèglement des saisons, la perturbation des rythmes pluvieux (la pluie ne vient plus quand on l'attend et

vient en force quand on ne l'attend plus), l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes, la sécheresse, l'érosion des sols ou encore la montée des eaux... On observe désormais, de plus en plus, ici et là, la multiplication de conflits pour l'eau entre usagers et agriculteurs. Ce sont des signes qui ne trompent pas. Nous n'avons d'autre choix que d'agir.

LN : En tant qu'association œuvrant en Haïti, que retirez-vous de cet événement ?

David Tilus : Le Forum m'a permis de rencontrer des institutions de protection des défenseurs de l'environnement qui prodiguent des conseils et un appui juridique fort utile, et, de fait, de sortir de l'isolement dans lequel nous pouvons nous sentir en Haïti. On a parfois le sentiment d'impuissance face à l'ampleur de la tâche et de la faiblesse de nos moyens. C'est bon de ne pas se sentir seul dans une lutte qui ne concerne pas seulement Haïti mais toute la planète.

LN : Quelle est la place des citoyens dans la protection de l'environnement en Haïti ?

David Tilus : Trop souvent les organisations de la « société civile » ne se préoccupent de l'environnement que lorsqu'il est synonyme de financement ! Le changement climatique est devenu « à la mode » dans les appels d'offres de la communauté internationale. De nombreuses organisations s'improvisent expertes dans le domaine. Cela est préjudiciable pour tout le monde bien qu'il soit impératif que tout un chacun se sente concerné par la protection de l'environnement. C'est dans cette optique que le GAFE mène notamment un plaidoyer pour le bannissement total, définitif et inconditionnel des contenants alimentaires à usage unique en polystyrène expansé qui est par ailleurs rappelons le interdit par arrêté ministériel depuis le 10 juillet 2013. Il a su mobiliser des citoyen-nes pour mener ce combat. Ensemble ils organisent des actions collectives pour dénoncer l'inaction et la complicité de l'Etat dans un vaste réseau mafieux de contrebande. Les risques sont réels. Des militant-es sont régulièrement victimes de menaces et d'intimidations. L'une d'entre eux a même été victime d'une attaque directe de la part d'un élu local !

LN: Un dernier mot pour conclure ?

Permettez-moi de sortir du cadre de l'entretien, en faisant un plaidoyer pour le pays. Le peuple haïtien est à un carrefour décisif de son Histoire. Il lui revient maintenant à lui et à lui seul d'écrire les chapitres d'un Pacte Social. Un Pacte Social qui garantit à tous les enfants une éducation de qualité et non pas seulement le droit d'aller à l'école. Un Pacte Social pour que chaque Haïtienne, chaque Haïtien vive dans la dignité. Un Pacte Social pour que la force de travail et de production soit reconnue. Un Pacte Social pour que les richesses soient équitablement réparties. Un Pacte Social qui assure une place égale aux femmes dans les prises de décision. Un Pacte Social pour l'émancipation des territoires. Un Pacte Social qui prend en compte les enjeux et défis auxquels Haïti sera confrontée à moyen et à long termes. Un Pacte Social qui pose les fondements fondamentaux à la construction d'une Nation haïtienne sans distinction de couleur, de rang social ou économique, de religion ou que sais-je encore ? Alors que faire me direz vous ? Il faut saisir l'opportunité de poser les vrais problèmes et d'en finir avec un système archaïque, matérialiste et déshumanisant. Il faut s'engager ! S'engager pour défendre des principes et des valeurs, non pas par opportunisme mais par conviction. Il est temps que les femmes et les hommes intègres de tous les âges se fassent entendre dans les cercles politiques, économiques et sociaux. Il est temps de barrer la route aux « bandits » qui usurent notre futur à tous !



**BUILDING A FAIR
ENVIRONMENTAL
FUTURE**
**21ST EU-NGO
HUMAN RIGHTS
FORUM**

3-4 December 2019



David Tilus s'insurge contre « l'inutilité » des COP dans la lutte contre le réchauffement climatique

Article publié le 18 décembre 2019 par Haïti Climat



Le président du Groupe Francophone pour l'Environnement (GAFE), David Tilus, n'a jamais caché sa position anti-COP, la Conférence des parties des Nations-unies dont la dernière édition vient de se tenir à Madrid. Pour M. Tilus, c'est en posant des actions que le monde va gagner la bataille contre le réchauffement climatique, mais pas en organisant des méga conférences.

La COP25 s'est achevée le dimanche 15 décembre à Madrid après deux semaines de discussions houleuses. Selon plusieurs observateurs, la COP 25 n'a permis aucune avancée dans la lutte contre le réchauffement climatique.

« Contre-productivité, espace d'étalage et de maquillage, one-man-show ». Voilà ce que David Tilus, observateur des manifestations sur le climat, dit retenir de chaque COP. Celui qui s'affiche comme un anti-COP s'interroge davantage sur l'importance d'un tel évènement.

« Ce n'est pas la réalisation d'une COP qui va résoudre le problème de réchauffement climatique », insiste M. Tilus. Il critique, par ailleurs, les longues séances de négociation sur le climat où les acteurs ne font que tourner en rond. « Cela fait la 25e Conférence des Parties et les lignes n'ont pas bougé alors que le dérèglement climatique accélère », s'indigne-t-il. De quoi porter David Tilus a tiré sa conclusion : « La question de réchauffement climatique n'intéresse pas les grands émetteurs du CO2 ».

« Il n'y a pas d'engagements concrets de la part des grands pollueurs », constate David Tilus. Selon lui, tant que le capitalisme prédomine, il ne faut rien attendre des dirigeants de ces pays. Il revient, dit-il, aux citoyens et citoyennes de changer les choses.

Si l'on en croit le président du Groupe Francophone pour l'environnement, il n'y a pas une seule COP où les parties en sont sorties satisfaites. **« La 25e Conférence des parties est la pire de toutes ces conférences »**, affirme-t-il lors de cette interview accordée à Haïti Climat.

De l'avis de M. Tilus, au rythme où le réchauffement du climat s'accélère, il n'y a pas une question de gros ou petits pollueurs, chacun doit prendre leur responsabilité. « Haïti en tant que petit Etat insulaire devrait montrer ce qu'il a déjà entrepris », avance-t-il, regrettant qu'on ne soit pas à ce stade. Il conseille par ailleurs les autorités haïtiennes à mettre en place un système de contrôle sanitaire et environnemental des entreprises polluantes ainsi qu'un programme de déplacement de la population des zones côtières.

Dans le cas d'Haïti, David Tilus plaide également en faveur d'un ensemble de mesures en faveur de l'environnement, notamment l'application de la mesure d'interdiction des contenants à usage unique, la prise en compte de l'impact environnemental dans l'exploitation des ressources naturelles minières, la limitation du nombre de motos importées, la protection de la biodiversité, l'incitation des entreprises à se convertir énergétiquement etc.

Le GAFE en bref...

Coordination Alternatiba

Du 18 au 20 octobre 2019, deux représentant-es du GAFE participaient à la Coordination Alternatiba à Montpellier (France). Au cœur des discussions du mouvement climatique, la question de la radicalité et de la convergence.



3èmes Rencontres Normandes du Développement Durable

Les Rencontres Normandes du Développement Durable sont l'occasion pour près de 700 acteurs du territoire de débattre et de partager leur pratique concrète du développement durable. Le 16 octobre 2019, le GAFE était à Caen, l'occasion de retrouver deux très bons amis: Sabine Guichet-Lebailly et Roland Gérard.



21e Forum UE-ONG sur les droits de l'homme : vers la construction d'un avenir écologique équitable

La Délégation de l'Union Européenne en Haïti a invité le GAFE à participer au 21e Forum UE-ONG sur les droits de l'homme : vers la construction d'un avenir écologique équitable, du 03 au 05 décembre 2019 à Bruxelles.



Il y rencontra le Président de Planet'ERE, Abderrahim Ksiri.

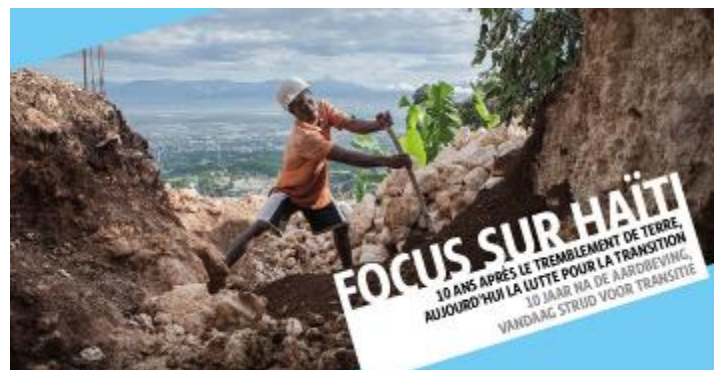
Depuis le début de l'année 2019, David Tilus est membre du Conseil d'Administration du forum francophone d'Education Relative à l'Environnement, Planet'ERE.

Marche pour le climat Belgique

Vendredi 21 septembre 2019, c'était la marche mondiale pour le climat. Un groupe de sympathisant-es du GAFE a marché à Bruxelles.



Rendez-vous



Focus sur Haïti, 10 ans après le tremblement de terre

David Tilus, Président du GAFE Haïti est invité à parler de la vulnérabilité d'Haïti face au changement climatique, à Bruxelles, du 07 au 14 janvier 2020.

Ne manquez pas le rendez-vous!

GROUPE D'ACTION FRANCOPHONE POUR L'ENVIRONNEMENT - GAFE Haïti PROJET ASSOCIATIF 2018 - 2022

